



ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Procédure n° 25083

Acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Collectivité européenne d'Alsace

Adresse : 100, Avenue d'Alsace 68000 COLMAR

Place du Quartier Blanc 67000 STRASBOURG

Direction opérationnelle / Service acheteur : Direction Routes Infrastructures et Mobilités

Objet de la consultation

**Réparation, fourniture et mise en œuvre de dispositifs de
retenue le long des routes départementales et des
autoroutes de la Collectivité européenne d'Alsace**

Date limite de remise des offres

Date : 08 septembre 2025

Heure : 12h00

Offres à déposer exclusivement par voie dématérialisée sur la plateforme :

[Alsace Marchés Publics](#)

Sommaire

1. Objet de l'accord-cadre.....	4
1.1 Lieu d'exécution	4
1.2 Décomposition en lots.....	4
1.3 Forme de l'accord-cadre.....	5
1.4 Durée de l'accord-cadre	5
1.5 Reconduction	5
2. Organisation de la consultation	6
2.1 Procédure de passation	6
2.2 Modalités de financement.....	6
2.3 Mode de dévolution : accords-cadres séparés	6
2.4 Dispositions relatives aux groupements.....	6
2.5 Variantes libres – Variantes imposées – Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)	7
2.6 Développement durable	7
2.7 Modification de détail au dossier de consultation	8
2.8 Délai de validité des offres	8
3. Intervenants.....	8
3.1 Conduite d'opération	8
3.2 Maîtrise d'œuvre	8
3.3 Contrôle extérieur	8
3.4 Sécurité et protection de la santé des travailleurs	8
4. Contenu du dossier de consultation	8
5. Retrait du dossier de consultation	9
6. Présentation des candidatures et des offres	9
6.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures.....	10
6.2 Éléments nécessaires aux choix de l'offre :.....	11
7. Examen des candidatures, jugement des offres et attribution des contrats.....	12
7.1 Jugement des candidatures	13
7.2 Jugement des offres – Modalités d'attribution des lots.....	14
7.3 Attribution des contrats.....	16
8. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres	18

9. Renseignements complémentaires	20
10. Procédures de recours.....	21

1. Objet de l'accord-cadre

La consultation a pour objet :

Réparation, fourniture et mise en œuvre de dispositifs de retenue sur les routes départementales et les autoroutes de la Collectivité européenne d'Alsace.

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture, le transport, la pose et la dépose des dispositifs de retenue routiers qu'ils soient métalliques, bois, mixtes métal-bois et béton (comprenant aussi les systèmes de protection motocyclistes, les extrémités de file, les atténuateurs, accessoires, boulonnerie, etc...). Les prestations de pose ou de dépose de ces dispositifs s'effectueront sur les accotements et terre-pleins centraux du réseau routier et autoroutier de la Collectivité européenne d'Alsace, dans le cadre de travaux neufs, de mises en conformité ou de réparations.

1.1 Lieu d'exécution

Réseau routier et autoroutier d'Alsace.

1.2 Décomposition en lots

Les prestations sont réparties en 3 lots géographiques. Les Services routiers et autoroutiers exerçant la gestion ou la compétence des prestations, sont :

- Lot 01 : **Service autoroutier Alsace**, représenté par :
 - Centre Autoroutier Alsace (C.A.A.) de Soufflenheim 2x2 (67620),
 - Centre Autoroutier Alsace (C.A.A.) d'Ebersheim (67600),
 - Centre Autoroutier Alsace (C.A.A.) de Sainte-Croix-en-Plaine (68280),
 - Centre Autoroutier Alsace (C.A.A.) de Rixheim (68170),
 - Centre Autoroutier Alsace (C.A.A.) de Soultz (68360)
- Lot 02 : **Services routiers Alsace Saverne, Sélestat et Haguenau**, représentés par les centres routiers Alsace cités ci-dessous :
 - S.R.A Haguenau
 - Centre routier Alsace (C.R.A.) de Haguenau (67500),
 - Centre routier Alsace (C.R.A.) de Reichshoffen (67110),
 - Centre routier Alsace (C.R.A.) de Soufflenheim (67620),
 - Centre routier Alsace (C.R.A.) de Wissembourg (67160),
 - S.R.A Saverne
 - Centre routier Alsace (C.R.A.) de Saverne (67700),
 - Centre routier Alsace (C.R.A.) de Sarre-Union (67260),
 - Centre routier Alsace (C.R.A.) de Bouxwiller (67330),
 - Centre routier Alsace (C.R.A.) de Hochfelden (67270),
 - Centre routier Alsace (C.R.A.) de Wasselonne (67520),
 - Centre routier Alsace (C.R.A.) de Molsheim (67120),
 - Centre routier Alsace (C.R.A.) de Schirmeck (67130)
 - S.R.A Sélestat
 - Centre routier Alsace (C.R.A.) de Sélestat (67600),
 - Centre routier Alsace (C.R.A.) de Villé (67220),
 - Centre routier Alsace (C.R.A.) d'Erstein (67150),
 - Centre routier Alsace (C.R.A.) de Barr (67140),
 - Centre routier Alsace (C.R.A.) de Lapoutroie (68650)

- Lot 03 : **Services routiers Alsace de Colmar, Mulhouse et Saint-Louis**, représentés par les centres routiers Alsace cités ci-dessous

- S.R.A Colmar
 - Centre routier Alsace (C.R.A.) d'Ensisheim (68180)
 - Centre routier Alsace (C.R.A.) de Volgelsheim (68600)
 - Centre routier Alsace (C.R.A.) de Munster (68140)
- S.R.A Mulhouse
 - Centre routier Alsace (C.R.A.) de Burnhaupt (68520)
 - Centre routier Alsace (C.R.A.) de Rixheim (68170)
 - Centre routier Alsace (C.R.A.) de Thann (68800)
- S.R.A Saint-Louis
 - Centre routier Alsace (C.R.A.) Vieux-Ferrette (68480),
 - Centre routier Alsace (C.R.A.) d'Altkirch (68210),
 - Centre routier Alsace (C.R.A.) de Bartenheim (68870)

1.3 Forme de l'accord-cadre

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre fractionné à bons de commande avec maximum sans minimum en application des articles R. 2162-2 et suivants, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Le montant maximal de chacun des lots est de :

Lot n°	Désignation	Maximum annuel HT	Montant maximum pour la période couverte
1	Service autoroutier Alsace	1 600 000,00 €	6 400 000,00
2	Services routiers Alsace Saverne, Sélestat et Haguenau	1 600 000,00 €	6 400 000,00
3	Services routiers Alsace de Colmar, Mulhouse et Saint-Louis	1 200 000,00 €	4 800 000,00

Les prestations du contrat seront exécutées par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins, à l'exception des prestations urgentes (cf. art. 2.2 du CCAP) qui donneront lieu à l'émission de bons de commande après interventions.

Chaque bon de commande précise les prestations décrites dans l'accord-cadre dont l'exécution est demandée et en détermine la quantité.

L'accord-cadre de chacun des lots sera conclu avec un seul opérateur économique.

1.4 Durée de l'accord-cadre

La durée initiale de l'accord-cadre à bons de commande est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis.

L'accord-cadre à bons de commande est conclu pour une première année, allant du 1er janvier 2026 ou de sa date de notification si cette dernière est postérieure, jusqu'au 31 décembre 2026.

1.5 Reconduction

L'accord-cadre pourra être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2029 :

- Du 01 janvier 2027 au 31 décembre 2027
- Du 01 janvier 2028 au 31 décembre 2028
- Du 01 janvier 2029 au 31 décembre 2029.

La reconduction du présent contrat est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

Si l'Acheteur ne souhaite pas reconduire le présent contrat, il notifiera au titulaire une décision expresse de non-reconduction moyennant un préavis minimum de deux (2) mois avant la date anniversaire de reconduction de l'accord-cadre à bons de commande.

Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de ladite période de validité.

2. Organisation de la consultation

2.1 Procédure de passation

La présente consultation est lancée suivant la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles R. 2124-1, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

2.2 Modalités de financement

Financement sur le budget annuel de la Collectivité Européenne d'Alsace en ressources propres.
Le délai global de paiement est de 30 jours.

2.3 Mode de dévolution : accords-cadres séparés

La consultation est divisée en 3 lots, chaque lot faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande séparé.

Le candidat pourra présenter une offre pour l'ensemble des lots.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2113-1 du Code de la commande publique, l'Acheteur souhaite encadrer et limiter le nombre de lots pouvant être attribués à un même opérateur économique, ceci afin de préserver la concurrence et de garantir des conditions d'exécution optimales notamment en terme de fiabilité d'approvisionnement, pour les différents Centre Autoroutier Alsace (C.A.A.) et Centre Routier d'Alsace (C.R.A.).

Ainsi, l'Acheteur limite à **deux (2)** le nombre de lots pouvant être attribué à un même opérateur.

Le soumissionnaire exprimera, dans un document spécifique de son offre, les lots qu'il souhaite se voir attribué en priorité.

L'article 8.3 du présent document, précise les critères ou règles objectifs et non discriminatoires qui seront mis en œuvre lorsque l'application des critères de jugement des offres figurant à l'article 8.2 du présent RC, conduirait à classer premier un candidat pour un nombre de lots supérieur au nombre de lots pouvant lui être attribués.

2.4 Dispositions relatives aux groupements

L'accord-cadre à bons de commande pourra être attribué à un opérateur économique unique ou un groupement d'opérateurs.

Il n'est pas possible de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Il est possible de présenter des offres en qualité de membres de plusieurs groupements.

L'Acheteur n'exige pas qu'un groupement d'opérateurs économiques ait une forme juridique déterminée lors de la présentation de l'offre (principe de l'intangibilité des candidatures posé par les articles L. 2142-1 et R. 2142-22 du code de la commande publique).

Toutefois, conformément à l'article R. 2142-22^{ème} alinéa du code de la commande publique, l'Acheteur exigera que le groupement d'opérateurs économiques, attributaire de l'accord cadre à bons de commande, adopte la forme juridique d'un **groupement solidaire**.

La forme juridique d'un groupement solidaire est justifiée par :

- Les travaux faisant l'objet de la présente consultation ne peuvent être perturbés par la défaillance d'un des membres du groupement ;
- Le respect des **délais d'exécution** des travaux prévus n'entraînant pas de fait une modification significative du planning prévisionnel d'exécution des travaux dû à une éventuelle défaillance d'un des membres du groupement ;
- Le respect des délais d'exécution pour toutes prestations urgentes pour le remplacement de glissières défectueuses ou abimées suite à un accident de la circulation (tout particulièrement sur le réseau autoroutier et 2x2 voies) ou suite à des aléas météorologiques (chute d'arbre par exemple).

Si le groupement attributaire du contrat est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de l'Acheteur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Sans préjudice des dispositions de l'article L2141-13 du Code de la commande publique et conformément à l'article R2142-26 du Code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du contrat. Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'Acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de ce dernier, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou entreprises liées. L'Acheteur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

2.5 Variantes libres – Variantes imposées – Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

La proposition de variante (qu'elle soit libre ou imposée) n'est pas autorisée.
Il n'est pas prévu de PSE.

2.6 Développement durable

- Clause d'exécution à caractère environnemental :

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

- Clause d'exécution à caractère social :

Aucune prestation n'est réservée au profit des opérateurs économiques visés par les articles L.2113-12, L.2113-13, R.2113-7 et R.2113-8 du Code de la Commande Publique.

Conformément aux dispositions de l'Article L.2112-2 du Code de la Commande Publique, cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social dont le détail est indiqué dans le C.C.A.P. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges. Un facilitateur accompagnera l'entreprise attributaire du contrat afin de proposer des solutions d'insertion adaptées et assurer le suivi de la clause d'exécution.

Le titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

Coordonnées du facilitateur :

Madame Erika TSCHANN ou Madame Delphine SCHWARTZ
Maison de l'Emploi et de la Formation
34, rue Marc Seguin 68200 Mulhouse
Tél : 03 89 63 46 38
clauses@mef-mulhouse.fr

2.7 Modification de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours ouvrés avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.8 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 3 mois à compter de la date limite de remise des offres.

3. Intervenants

3.1 Conduite d'opération

Pour chacun des lots, la conduite d'opération sera assurée par l'Acheteur ou son représentant dûment habilité.

3.2 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée par de la Direction des Routes, des Infrastructures et des Mobilités – « Pôle Maintenance », « Pôle Travaux Neufs » et « Pôle Mobilité » qui pourront être représentés par les Centres d'Exploitations et d'Interventions (C.E.I.), territorialement compétent, mentionnés à l'article 1.2 du présent document.

Les missions du maître d'œuvre seront :

- Les études d'exécution ou l'examen de la conformité au projet et le visa de celles qui ont été faites par l'entrepreneur ;
- La direction de l'exécution du contrat de travaux ;
- L'ordonnancement, le pilotage et la coordination du chantier ;
- L'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

3.3 Contrôle extérieur

Aucun contrôle extérieur n'est prévu dans le cadre du présent accord-cadre à bons de commande.

3.4 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Aucune coordination sécurité et protection de la santé n'est prévue pour ces opérations. En revanche, l'Acheteur ou son représentant dûment habilité, assurera la coordination générale des mesures de prévention et procède, avec le concours du ou des titulaires du contrat, à une analyse des risques afin d'élaborer le plan de prévention.

4. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Le Règlement de la Consultation (RC) et son annexe

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF) **commun à tous les lots**
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à tous les lots et ses annexes données à titre indicative et qui seront complétées pour chaque chantier :
 - Annexe1 MT Fiche évaluation
 - Annexe2 MT Fiche de recollement
 - Annexe3 MT Transition énergétique
- Le Devis Quantitatif Estimatif (DQE) pour chaque lot
- Le « chantier fictif » n°1, n°2 et n°3 pour chaque lot
- Le cadre du Mémoire Technique, commun à tous les lots qui sera complété par le candidat
- Le cadre du Mémoire Environnemental, commun à tous les lots qui sera complété par le candidat
- Carte des lots indiquant les différents C.R.A. mentionnés à l'article 1.2 du présent RC
- La lettre de candidature (DC1) et la déclaration du candidat (DC2)
- La Déclaration de sous-traitance (DC4)

5. Retrait du dossier de consultation

L'Acheteur informe les candidats que le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est dématérialisé. Il est disponible gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.alsacemarchespublics.eu>

L'accès au téléchargement du DCE est direct et possible sans identification. Cependant, en cas de téléchargement anonyme, il appartient au candidat de se tenir à jour régulièrement des évolutions qui pourraient être apportées au DCE (compléments, corrections, modifications).

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où elle renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenants en cours de procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions posées...).

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

L'Acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le maître d'ouvrage des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par l'Acheteur fait foi.

6. Présentation des candidatures et des offres

La présentation du dossier de candidature n'est soumise à aucun formalisme. Cependant, le contenu du dossier de candidature est réglementé : le candidat doit fournir un certain nombre de renseignements destinés à s'assurer qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion des marchés publics et qu'il dispose, en cas d'attribution, de l'aptitude et des capacités à exécuter le présent marché de maîtrise d'œuvre.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures

En application des articles R. 2142-1 à R. 2142-4 du code de la commande publique, l'Acheteur précise ci-dessous les conditions de participation auxquelles doivent répondre les candidats pour s'assurer qu'ils disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à exécuter le présent marché.

Pour présenter leur candidature, les candidats doivent utiliser :

- Le DUME (Document Unique de Marché Européen). Vous pouvez créer ce document en quelques clics sur notre plateforme Alsace Marchés Publics. Des informations concernant le DUME sont disponibles dans le document « AMP_DUME_DETAILS » présent dans le dossier de consultation.
- Ou le DC1 (lettre de candidature) et le DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Il s'agit de deux solutions alternatives, si le candidat fait le choix du DUME, il n'a pas à utiliser les formulaires DC1 et DC2, et inversement.

Les candidats auront à produire les pièces relatives à la candidature telles que prévues aux articles R. 2143-3 à R. 2143-10 du Code de la commande publique et à l'offre définies ci-dessous, rédigées en langue française.

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

6.1.1 Situation juridique

- DUME ou formulaire DC1 ou équivalent : Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants
- DUME ou formulaire DC2 ou équivalent : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement
- Formulaire DC4 ou équivalent : Déclaration de sous-traitance, le cas échéant

6.1.2 Capacité économique et financière

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique.

6.1.3 Capacités techniques et professionnelles

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années en lien avec l'objet de la présente consultation, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat ;
- Les éléments de preuve relatifs à des prestations exécutées il y a plus de trois ans seront pris en compte ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat.

Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le maître d'ouvrage s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché par un

engagement écrit de l'intervenant.

NOTA : Les articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du Code de la commande publique permettent aux candidats de ne pas fournir les documents et renseignements que l'Acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel, ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit. Le cas échéant, le candidat devra donc impérativement fournir les informations précitées au maître d'ouvrage.

Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement depuis leur compte sur <https://alsacemarchespublics.eu>.

Dispositif :

Cette consultation est éligible au dispositif DUME (Document Unique de Marché Européen). Ainsi en déposant une offre par ce dispositif, les candidats ont la possibilité de compléter le DUME sur notre plateforme Alsace Marchés Publics.

Ainsi, le DUME pré-rempli sur la base du numéro SIRET permettra de :

- Bénéficier d'une reprise des données d'identité de l'entreprise ;
- D'attester du respect des obligations sociales et fiscales.
- Une requête automatisée auprès des différentes administrations (INSEE, DGFIP, ACOSS, infogreffe, etc.) lancée en mode sécurisé par le Profil d'Acheteur permettra de récapituler l'ensemble des attestations requises que l'entreprise pourra corriger le cas échéant en cas d'obsolescence notamment ;
- D'attester de la souscription des assurances appropriées, de ne pas être dans l'un des cas interdisant de soumissionner aux marchés publics, du pouvoir d'engager la société ;
- De saisir ses effectifs, ses chiffres d'affaires globaux et liés à l'objet du marché sur les trois derniers exercices, si la situation juridique le permet (le formulaire est adapté pour que les sociétés récentes n'aient pas à renseigner tous les exercices).

Pour déposer un pli, il faut :

- Accéder à la consultation et cliquer sur l'onglet « Dépôts » ;
- Renseigner votre DUME en ligne où fournir votre DUME en pièce libre au format .xml ;
- Joindre les documents complémentaires relatifs à la candidature si nécessaire et l'offre ;
- Après avoir accepté les conditions d'utilisation, cliquer sur « Valider ».

6.2 Éléments nécessaires aux choix de l'offre :

Chaque soumissionnaire ou groupement soumissionnaire devra produire les pièces suivantes :

- L'Acte d'Engagement du lot soumissionné,
- Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF) du lot soumissionné,
- Le sous-détail des prix unitaires ou la décomposition des prix forfaitaires concernant les lignes de prix du BPUF :
 - 1.1
 - Les prix forfaitaires de la ligne de prix 1.2
 - Les prix forfaitaires de la ligne de prix 1.3
 - Les prix forfaitaires de la ligne de prix 2
 - Les prix forfaitaires de la ligne de prix 3
 - 6.2
 - 6.7
 - 7.1.1 et 7.1.2
 - Les prix forfaitaires de la ligne de prix 10.7
 - Les prix forfaitaires de la ligne de prix 10.8
 - Les prix forfaitaires de la ligne de prix 10.11
 - Les prix forfaitaires de la ligne de prix 10.12
 - 10.13
 - Les prix forfaitaires de la ligne de prix 10.14
 - 10.15.1.1
 - 10.2

- 11.1, 11.2
- Les prix forfaitaires de la ligne de prix 12.1
- 12.2
- 12.3
- 12.4
- Les « chantiers fictifs » n°1, n°2 et n°3 du lot soumissionné (3 chantiers types par lot) ;
- Le D.Q.E. du lot soumissionné ;
- Le Mémoire Technique complété du lot soumissionné ;
- Le Mémoire Environnemental complété du lot soumissionné ;
- Une annexe spécifique, détaillant les lots que le soumissionnaire souhaite se voir attribué en priorité. Ce document mentionnera toutes dispositions que le soumissionnaire s'engage à prendre pour l'exécution des travaux des lots soumissionnés, permettant ainsi à l'Acheteur de vérifier la faisabilité par rapport aux interventions pouvant être simultanées sur différents points géographiques des axes routiers et/ou dans le cadre d'une « urgence ».

Les offres devront être entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Les candidats veilleront particulièrement à renseigner dans l'article 2 de l'acte d'engagement :

- Le numéro SIRET sur lequel sera imputée la facturation. Il doit correspondre à celui de l'établissement soumissionnaire.
- Une adresse électronique de référence afin de permettre les échanges nécessaires à la consultation et à l'exécution du marché.

CONFORMEMENT A L'ARTICLE R. 2132-7 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE, TOUTES LES CORRESPONDANCES LIEES A LA PRESENTE CONSULTATION SERONT EXCLUSIVEMENT EFFECTUEES PAR L'INTERMEDIAIRE DE LA PLATEFORME DE DEMATERIALISATION DES MARCHES PUBLICS DU MAÎTRE D'OUVRAGE : <https://alsacemarchespublics.eu>.

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

7. Examen des candidatures, jugement des offres et attribution des contrats

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2144-1 (candidature), R. 2152-1 et R. 2152-2 (examen des offres) et R. 2152-3 à R. 2152-7-2° du code de la commande publique et dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique. Les offres régulières, acceptables et appropriées et qui n'auront pas été rejetées en application de l'article R. 2152-6 du code susvisé, seront classées par ordre décroissant en appliquant les critères d'analyse définis ci-dessous. Ce classement sera effectué par le représentant de l'Acheteur. L'offre classée n° 1 sera considérée comme "l'offre économiquement la plus avantageuse". L'attribution des lots de la présente consultation sera effectuée par la Commission d'Appel d'Offres de l'Acheteur en vertu de l'article L. 1414-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Aux termes des dispositions de l'article L. 1414-2 du CGCT, le rejet des offres inappropriées, irrégulières ou anormalement basses n'est pas prononcé par la CAO. Toutefois, le représentant de l'Acheteur présentera à ladite Commission, tous les éléments et les raisons qui ont amené ce dernier à juger une offre inappropriée, irrégulière ou anormalement basse et ainsi la rejeter. Les décisions de rejet, qui appartiennent au seul Acheteur qui signera le contrat de chacun des lots, ne pourront être notifiées avant que la CAO ne se soit prononcée sur le titulaire pressenti.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en application de l'article R. 2152-1 du code de la commande publique, dans les procédures d'appel d'offres et les procédures adaptées sans négociation, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, aux termes de l'article R. 2152-2 du code susvisé, les offres « irrégulières » pourront être régularisées dans un délai approprié, qu'à la condition qu'elles soient régularisables et ne soient pas anormalement basses. La régularisation de l'offre ne pourra en aucun cas avoir pour effet de modifier ses caractéristiques substantielles ou être l'occasion pour le soumissionnaire d'améliorer son offre sur des points dont la régularité n'était pas en cause. La régularisation n'est qu'une simple faculté

offerte à l'Acheteur. Il lui appartiendra de demander au soumissionnaire de la régulariser soit il pourra décider de la rejeter. Si l'Acheteur opte pour la régularisation, toutes les offres des soumissionnaires présentant un caractère d'irrégularité pourront être régularisables afin de respecter le principe d'égalité de traitement des soumissionnaires.

Dans le cadre d'une offre anormalement basse le représentant de l'Acheteur pourra exiger du soumissionnaire qu'il justifie le montant de l'offre présentée. Elle pourra être prise en considération et de ce fait analysée, dans les conditions fixées à l'article R. 2152-3 du code de la commande publique. A l'inverse, le représentant du Maître d'Ouvrage pourra rejeter l'offre dans les conditions fixées à l'article R. 2152-4 alinéa du code susvisé.

Le représentant de l'Acheteur aura la possibilité de demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leurs offres. Cette demande de précisions, qui interviendra en l'absence de toute irrégularité, ne se confond pas avec la demande de régularisation citée ci-dessus. Les demandes de précisions d'une offre pourront être adressées aux soumissionnaires dans l'hypothèse où leurs offres présentent certaines incohérences ou ambiguïtés, sans que celles-ci ne les rendent pour autant irrégulières. Les précisions apportées devront permettre au représentant de l'Acheteur de comparer les offres, dans le respect de l'égalité de traitement des candidats et sans affecter le jeu de la concurrence. En aucun cas, une négociation ne peut s'instaurer à cette occasion, permettant au soumissionnaire de modifier son offre. Le principe demeure, en effet, celui de l'intangibilité des offres. A titre d'exemple, la demande de précision adressée à un soumissionnaire pourra porter sur des précisions sur la description qualitative et/ou quantitative du processus qu'il prévoit de mettre en œuvre pour réaliser les prestations dites « urgences », sur la décomposition d'un prix forfaitaire, sur la teneur et la qualité de certains matériaux qui seront mis en œuvre pour réaliser les prestations, afin notamment de mieux mesurer la qualité ou la crédibilité de l'offre.

L'offre économiquement la plus avantageuse ne se confond pas avec l'offre au prix le plus bas. Les critères de sélection choisis ainsi que leurs modalités de mise en œuvre mentionnées à l'article 8.2 du présent règlement de la consultation, permettront au représentant de l'Acheteur de porter une attention toute particulière à la performance globale, à la qualité et aux modalités d'exécution (délai d'exécution) de chaque contrat.

À tout moment, l'Acheteur pourra abandonner la procédure de consultation et la déclarer sans suite (art. R. 2185-1 du code de la commande publique). Il communiquera et justifiera aux candidats, dans les plus brefs délais, les raisons pour lesquelles la procédure a été déclarée sans suite (art. R. 2185-2 du code susvisé).

7.1 Jugement des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, L'Acheteur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 2 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Les critères relatifs à la candidature et intervenant pour la sélection sont les :

Garanties et capacités techniques et financières
Capacités professionnelles

7.2 Jugement des offres – Modalités d’attribution des lots

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Points attribués
1- Prix des prestations Sous-critères d’analyse : <ul style="list-style-type: none">➤ D.Q.E. du lot➤ Chantier fictif n° 1➤ Chantier fictif n° 2➤ Chantier fictif n° 3	70 Décomposition : 25 15 15 15
2-Valeur technique	24
3-Performance en matière de protection de l'environnement	6

Critère « Prix des prestations » :

Le jugement de ce critère s'effectuera sur la base du montant total HT mentionné au Devis Estimatif du lot soumissionné et de chacun des trois chantiers fictifs du lot soumissionné. L'offre la moins-disant obtiendra le nombre maximum de points soit soixante-dix (70). La note obtenue relative au critère « prix des prestations » sera obtenue après addition des points pour chacun des quatre (4) sous-critères susvisés.

La formule suivante, en parfaite adéquation avec le principe général de transparence des procédures, sera appliquée :

$$\begin{aligned}\text{NPPDE} &= (\text{Prix du moins disant} / \text{Prix de l'offre notée}) * 25 \\ \text{NPCF1} &= (\text{Prix du moins disant} / \text{Prix de l'offre notée}) * 15 \\ \text{NPCF2} &= (\text{Prix du moins disant} / \text{Prix de l'offre notée}) * 15 \\ \text{NPCF3} &= (\text{Prix du moins disant} / \text{Prix de l'offre notée}) * 15\end{aligned}$$

$$\text{NPF} = \text{NPPDE} + \text{NPCF1} + \text{NPCF2} + \text{NPCF3}$$

Dans laquelle :

- NPPDE = nombre de points obtenu pour le sous-critère « D.Q.E. »
- NPCF1 = nombre de points obtenu après analyse du « chantier fictif 1 »
- NPCF2 = nombre de points obtenu après analyse du « chantier fictif 2 »
- NPCF3 = nombre de points obtenu après analyse du « chantier fictif 3 »
- NPF = nombre de points obtenu au final après addition des points obtenus pour le DQE et ceux obtenus pour les « chantiers fictifs » n°1, n°2 et n°3

Il est toutefois précisé que **seuls** les prix unitaires et forfaitaires du dit Devis Quantitatif Estimatif (D.Q.E.) et ceux des « chantiers fictifs », reportés au B.P.U.F., seront rendus contractuels. Les autres éléments figurant dans les documents ne sont pas contractuels. Il ne serviront qu'à l'analyse des offres.

Si lors de l'examen des offres, l'Acheteur estime nécessaire d'approfondir le contenu d'un ou plusieurs prix unitaires ou forfaitaires du bordereau de prix rempli par les soumissionnaires (à l'exception de ceux expressément demandés dans l'offre et cités à l'article 7.2 du présent RC), ceux-ci devront lui communiquer les sous détails des prix correspondants dès qu'il leur en aura été formulé la demande (demande de précisions).

Le soumissionnaire n'ayant pas complété certains prix unitaires ou forfaitaires du DQE ou du BPUF ou n'ayant pas fourni un sous-détail de prix expressément demandé par le représentant de l'Acheteur, son offre sera **déclarée « irrégulière »** au motif d'une offre incomplète.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en chiffres sur le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF) prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du devis quantitatif estimatif (DQE) sera rectifié provisoirement par le représentant de l'Acheteur dans le seul but d'analyser le critère « Prix des prestations ».

De même, toutes erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans le devis quantitatif estimatif (DQE) complété par le soumissionnaire, le montant HT, le montant de la TVA ainsi que le montant TTC de ce document seront rectifiés provisoirement par le représentant de l'Acheteur, pour le l'analyse du critère « Prix des prestations ».

Conformément aux dispositions des articles R. 2152-1 et R. 2152-2 du code de la commande publique, l'Acheteur n'est pas autorisé à modifier ou rectifier de lui-même une offre présentant des erreurs « matérielles » de calcul ou toutes autres erreurs qu'il aurait constatées. Ces offres sont considérées comme « irrégulières » au sens de l'article R. 2152-1 du code susvisé, mais elles feront faire l'objet d'une régularisation conformément aux dispositions de l'article R. 2152-2 du code susvisé, si le soumissionnaire concerné est sur le point d'être retenu. En cas de refus, son offre sera déclarée « irrégulière » en application de l'article R. 2152-1-1^{er} alinéa.

Critère de la « Valeur technique » (24 points) :

L'attention du candidat est attirée sur l'importance des moyens qu'il s'engage à mettre en œuvre pour réaliser les prestations.

Les items cités ci-dessous et figurant dans le mémoire technique, seront clairement explicités et détaillés :

- Organisation de l'entreprise relative au présent marché (1 point)
- Moyens de l'entreprise : humains et matériels (1 point)
- Sécurité et signalisation (1 point)
- Nature et provenance des produits (2 points)
- Raccordement (6 points)
- Organisation de l'astreinte dans le cadre de réparation urgente (3 points)
- Problématiques rencontrées sur le réseau CeA (4 points)
- Compte rendu de visite d'un ITPC (1 point)
- Gestion des demandes de réparation courante (1 point)
- Procédure pour absence d'un produit en stock (2 points)
- Procédure d'exécution de travaux (2 points)

Le nombre de points associé à chacun des sous-critères mentionnés ci-dessus, sera obtenu comme suit :

- Sous critère renseigné de manière complète, exhaustive et répondant aux attentes de l'Acheteur et présentant une plus-value à l'offre = totalité des points,
- Sous critère renseigné de manière incomplète ou sommairement = 50 % des points,
- Sous critère non renseigné : 0 point.

La note obtenue sur 24 points sera appelée note technique partielle.

Enfin, la note finale sera obtenue de la manière suivante :

Note technique finale (NPVT) = note technique partielle examinée/ note technique partielle la plus haute x 24.

Le résultat sera arrondi au centième.

Critère de la "performance en matière de protection de l'environnement" (/6 points):

L'attention du soumissionnaire est attirée sur l'importance de la pertinence et de la qualité des dispositions en matière "environnementale" qu'il s'engage à mettre en œuvre pour la réalisation des prestations.

Les items cités ci-dessous et figurant dans le mémoire environnemental, seront clairement explicités et détaillés :

- Politique en matière de développement durable (1 point)
- Schéma d'organisation de la gestion et de l'élimination des déchets de chantier (SOGED) (1 point)
- Valorisation de la matière première (1 point)
- Actions de prévention mises en place (1 point)
- Performances environnementales des véhicules, des engins et des machines de l'entreprise dédiées au présent marché (2 points)

La note obtenue sur 6 points, sera appelée, note environnementale partielle.

Enfin, la note finale sera obtenue de la manière suivante :

Note environnementale finale(NPPPE) = (note technique environnementale examinée / note technique environnementale la plus haute) x 6.

Le résultat sera arrondi au centième.

Classement final

Le nombre de points obtenus sur les 100 mentionnés ci-dessus, sera calculé par l'addition des points obtenus de chacun des quatre critères : « prix des prestations / valeur technique / performance en matière de protection de l'environnement et le chantier fictif ». La formule appliquée est en parfaite adéquation avec le principe général de transparence des procédures :

$$\mathbf{NPO = NPF + NPVT + NPPPE}$$

Dans laquelle :

- **NPO = nombre points obtenus**, résultant de l'application de la formule mentionnée ci-dessus pour chaque soumission ;
- **NPF** = nombre de points obtenu « Prix des prestations » résultant de l'analyse de ce critère ;
- **NPVT** = nombre de points de la « valeur technique » résultant de l'analyse de ce critère ;
- **NPPPE** = nombre points de la « performance en matière de protection de l'environnement » résultant de l'analyse de ce critère ;

L'offre économiquement la plus avantageuse, est l'offre dont le nombre de points résultant de l'analyse des critères, est le plus élevé sur 100.

Néanmoins, l'Acheteur ayant souhaité encadrer et limiter à deux (2) le nombre de lots pouvant être attribués à un même opérateur économique et afin de respecter au mieux le souhait exprimé par le candidat, il sera fait application des dispositions d'attribution mentionnées à l'article 8.3 du présent document.

7.3 Attribution des contrats

Modalités d'attribution :

Cas 1 :

A l'issue de l'analyse des soumissions ayant conduit à l'attribution d'un certain nombre de points pour chacun des critères et sous-critères, le soumissionnaire ayant obtenu au final le maximum de points sur un lot qu'il souhaite se voir attribué au titre de son choix n°1, sera l'attributaire de ce dernier au motif de « l'offre économiquement la plus avantageuse ».

Illustration pour le lot n° 1 :

- 3 soumissions à ce lot, toutes trois ayant classé ce lot en position 1 dans le choix d'attribution exprimé

	Critères d'analyse des offres Nombre de points obtenu				Retenu
	Prix des prestations /70 points	Valeur technique /24 points	Valeur environne- mentale /6 points	Points obtenu au final	
Candidat "M"	70	18	6	94	X
Candidat "S"	62	16	4	82	
Candidat "R"	54	20	6	80	

Cas 2 :

Si à l'issue de l'analyse d'un lot, plusieurs soumissionnaires obtiennent le même nombre de points au final, le choix de l'attributaire du lot se fera sur la base de l'offre ayant obtenu le maximum de points sur le critère « prix des prestations ».

Exemple pour le lot n° 1 :

- 3 soumissions à ce lot, toutes trois ayant classé ce lot en position 1 dans le choix d'attribution exprimé

	Critères d'analyse des offres Nombre de points obtenu				Retenu
	Prix des prestations /70 points	Valeur technique /24 points	Valeur environne- mentale /6 points	Points obtenu au final	
Candidat "M"	68	18	4	90	
Candidat "S"	70	16	4	90	X
Candidat "R"	64	20	6	90	

Cas 3 :

Trois offres déposées, toutes trois ayant répondu à l'ensemble des lots.

- Le candidat « M » a exprimé le souhait d'attribution suivant :
 - Lot n° 1 en 2ème,
 - Lot n° 2 en 1er,
 - Lot n° 3 en 3ème.
- Le candidat « S » a exprimé le souhait d'attribution suivant ;
 - Lot n° 1 en 1er,
 - Lot n° 2 en 3ème
 - Lot n° 3 en 2ème.
- Le candidat « R » a exprimé le souhait d'attribution suivant :
 - Lot n° 1 en 1er
 - Lot n° 2 en 2ème
 - Lot n° 3 en 3ème

	Lot n°1 Total points ob- tenu	Lot n°2 Total points ob- tenu	Lot n°3 Total points ob- tenu	Attribution
Candidat "M"	96	97	97	Lots 1 & 2
Candidat "S"	95	93	93	
Candidat "R"	94	95	95	Lot 3

Dans le cas décrit ci-dessus, le candidat « M » a été attributaire des lots 1 et 2 car ses offres ont obtenu le plus grand nombre de points (cas 1). Sa soumission au lot n° 3 est certes « l'offre économiquement la plus avantageuse » mais le candidat ayant déjà été attributaire des lots 1 et 2, l'attributaire du lot 3 sera l'offre classée n°2, etc.

La réglementation ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer son offre. Toutefois, **la signature de l'offre du candidat attributaire devra impérativement intervenir au plus tard à l'attribution de l'accord-cadre à bons de commande.**

Il est rappelé que l'Acte d'Engagement est la pièce constitutive du contrat de chaque lot (le cas échéant), par laquelle le candidat présente son offre et adhère aux clauses contractuelles, tant administratives que techniques. Il est recommandé aux candidats de signer leur Acte d'Engagement électroniquement au moment du dépôt de leur offre. Si l'offre n'a pas été signée lors du dépôt, l'entreprise sera invitée, après attribution du contrat, à signer les pièces de ce dernier avec un certificat de signature électronique.

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre à bons de commande devra fournir les documents qui justifient qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner dans un délai de 10 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que l'accord-cadre ne lui soit attribué.

8. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres

La Collectivité Européenne d'Alsace préconise, pour les documents nécessitant une signature électronique, **le format PDF pour les documents** et **le format PADES pour la signature électronique**.

La transmission des documents par voie électronique est imposée. Elle se fait à l'adresse suivante : <https://alsacemarchespublics.eu>.

Il est interdit de transmettre des plis via un autre moyen électronique (courriel, plateforme de téléchargement...), le cas échéant, les plis seront détruits. De même, la transmission des plis au format papier est interdite, hormis pour les copies de sauvegarde.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Se préparer à l'avance :

Nécessité de certificat numérique - Configuration à l'avance du poste de travail - recommandation de se préparer avec la Consultation de test.

En cas de réponse électronique, la signature électronique de certaines pièces est requise.

Le soumissionnaire doit avoir au préalable fait l'acquisition d'un certificat électronique. Obtenir un certificat électronique prend plusieurs jours, voire plusieurs semaines. Si le soumissionnaire ne possède pas de certificat électronique valable dans le cadre de la réponse à un accord-cadre dématérialisé, il est impératif qu'il en fasse la demande en avance.

Il est également fortement recommandé au soumissionnaire de prendre ses dispositions de manière à ce que sa réponse électronique soit déposée dans les délais impartis. Un test de configuration du poste de travail ainsi que des consultations de test sont mis à sa disposition sur la plateforme.

Formats de fichiers acceptés :

En cas de transmission de réponse par voie électronique, les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants, sous peine d'irrecevabilité de l'offre :

- Format bureautique propriétaire de Microsoft compatible version 2003 (.doc, .xls et .ppt),
- Format texte universel (.rtf),
- Format PDF (.pdf),
- Formats images (.gif, .jpg et .png),
- Format pour les plans (.dxf et .dwg).

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Signature électronique des fichiers de la réponse :

Les documents du soumissionnaire doivent être signés électroniquement, selon les modalités détaillées ci-dessous.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique et abrogeant l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- au certificat de signature du signataire,
- à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des signatures électroniques conformes aux formats réglementaires. (cf. annexe)

Rappels généraux : Dossier ZIP et signature scannée :

Chaque fichier à signer doit être signé individuellement, de telle sorte que chaque signature puisse être vérifiée indépendamment des autres.

Un dossier zip signé n'est pas accepté comme équivalent à la signature de chaque document qui constitue le dossier zip.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Copie de sauvegarde :

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ou sur support papier. Cette copie est transmise à l'adresse ci-dessous, sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde », l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise.

Adresse :

Collectivité européenne d'Alsace
Direction des Achats et de la Commande Publique
Guichet Unique de Réception des Plis
100 Avenue d'Alsace
BP 20351
68006 COLMAR Cedex

Horaires d'ouverture en cas de remise directe :
du lundi au vendredi de 9h00 à 11h30 et de 14h00 à 16h30

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits dans l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure.

Transmission électronique avec le formulaire « DUME »

Il est possible de compléter le DUME sur notre plateforme Alsace Marchés Publics. Ainsi, le DUME pré-rempli sur la base de votre numéro SIRET permettra de :

- Bénéficier d'une reprise des données d'identité de l'entreprise ;
- D'attester du respect des obligations sociales et fiscales. Une requête automatisée auprès des différentes administrations (INSEE, DGFIP, ACOSS, infogreffe, etc.) lancée en mode sécurisé par le Profil d'Acheteur permettra de récapituler l'ensemble des attestations requises que l'entreprise pourra corriger le cas échéant en cas d'obsolescence notamment ;
- D'attester de la souscription des assurances appropriées, de ne pas être dans l'un des cas interdisant de soumissionner aux marchés publics, du pouvoir d'engager la société ;
- De saisir ses effectifs, ses chiffres d'affaires globaux et liés à l'objet du marché sur les trois derniers exercices, si la situation juridique le permet (le formulaire est adapté pour que les sociétés récentes n'aient pas à renseigner tous les exercices).

Pour déposer un pli, il faut :

- Accéder à la consultation et cliquer sur l'onglet « Dépôts » ;
- Renseigner votre DUME en ligne ou fournir votre DUME en pièce libre au format .xml ;
- Joindre les documents complémentaires relatifs à la candidature si nécessaire et l'offre ;
- Après avoir accepté les conditions d'utilisation, cliquer sur « Valider ».

9. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du Maître d'Ouvrage, à l'adresse URL suivante : <https://www.alsacemarchespublics.eu>.

Seules les demandes de renseignements complémentaires (ou de précisions) adressées au Maître d'ouvrage sur sa plate-forme de dématérialisation des marchés publics (adresse URL mentionnée ci-dessus) seront traitées.

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics citée ci-dessus, 6 jours au plus tard avant la date de remise des offres.

Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article *Conditions d'envoi et de remise des candidatures et/ou des offres* du présent document.

10. Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Strasbourg

31 avenue de la Paix
BP 51038
67070 STRASBOURG CEDEX

Tél : 03 88 21 23 23

Télécopie : 03 88 36 44 66

Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R.551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R.421-1 à R.421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Différends liés à l'exécution du marché de chacun des lots (article R.2197-1 du Code de la commande publique) l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité Consultatif Interrégionale du Règlement Amiable des Litiges

Préfecture de Meurthe et Moselle

1 rue du Préfet Claude Erignac
54038 NANCY CEDEX

Tél : 03 83 34 25 65

Télécopie : 03 83 34 22 24

Courriel : therese.herry@meurthe-et-moselle.gouv.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://meurthe-et-moselle.gouv.fr>

ANNEXE : EXIGENCES RELATIVES AU CERTIFICAT DE SIGNATURE

Certificat de signature :

Le certificat de signature du signataire doit être conforme au règlement « eIDAS » ou équivalent et respecter le niveau de sécurité exigé. Le RGS (référentiel général de sécurité) est remplacé par le règlement « eIDAS » depuis le 1er octobre 2018.

Néanmoins, les candidats disposant déjà d'un certificat « RGS », celui-ci reste utilisable jusqu'au terme de sa période de validité.

- Cas 1 : Certificat émis par une Autorité de certification « reconnue » - Aucun justificatif à fournir

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans la liste de confiance suivante :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/confiance-numerique/la-signature-electronique-dans-le-cadre-des-marches-publics/>

Les candidats européens trouveront également la liste complète des prestataires sur la liste de confiance tenue par la Commission européenne :

<https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/tl/FR>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

- Cas 2 : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance - Différents justificatifs à fournir

La plateforme de dématérialisation accepte tous les certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du Référentiel général de sécurité (RGS) et « eIDAS ».

Le candidat s'assure par lui-même que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité défini par le Référentiel général de sécurité (RGS) ou « eIDAS », et en fournit les justificatifs dans sa réponse électronique.

Le candidat fournit également tous les éléments techniques permettant à l'acheteur de s'assurer de la bonne validité technique du certificat utilisé.

Ainsi, le signataire doit transmettre avec sa réponse électronique les éléments suivants :

a) tout élément permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature (preuve de la qualification de l'Autorité de certification, politique de certification, adresse du site internet du référencement de l'Autorité de certification),

b) les outils techniques de vérification du certificat (chaîne de certification complète jusqu'à l'Autorité de Certification racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation des certificats).

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.

Outil de signature utilisé pour signer les fichiers :

La réglementation autorise le soumissionnaire à utiliser l'outil de signature de son choix.

- Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme - Aucun justificatif à fournir

La plate-forme intègre un outil de signature électronique, qui réalise des Jetons de signature au format réglementaire XAdES.

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur les signatures électroniques transmises et l'outil de signature utilisé.

- Cas 2 : Le soumissionnaire utilise un autre outil de signature que celui intégré à la plate-forme - Différents justificatifs à fournir

Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui de la plate-forme, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- a) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- b) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.